

Alimentation des ménages satisfaite par leurs stocks

MESSAGES CLÉS

- Les ménages pauvres comptent sur leurs stocks de céréales ou sur les revenus normaux générés par la pratique de l'orpaillage ou du maraichage ou encore de la vente des cultures de rente pour satisfaire leur alimentation sans recours à des stratégies d'adaptation néfastes. Ainsi, jusqu'en juin, ils seront en insécurité alimentaire minime, IPC phase 1.
- Les niveaux de prix des céréales sont stables ou en hausse inférieure à 8 pour cent depuis décembre et en baisse n'excédant pas 12 pour cent par rapport à l'année passée. Ce qui représente une situation favorable pour l'accès des ménages à l'alimentation.
- La reconstitution des stocks institutionnels et privés est en cours, mais pour l'instant sans impact négatif sur le bon fonctionnement des marchés, le niveau des prix et des stocks ainsi que le transfert des céréales des zones de production vers les zones déficitaires.

SITUATION ACTUELLE

- La situation alimentaire actuelle des ménages très pauvres et pauvres est marquée par la prise normale d'au moins deux repas par jour, le faible recours aux marchés et la diversification des sources de revenus pour mieux gérer les stocks et faire face à la prochaine soudure (juillet à septembre).
- Malgré le bon niveau d'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires et les transferts internes habituels de céréales on note une baisse de la demande estimée en moyenne à 50 pour cent par rapport à la même période de 2012 ce qui oblige les commerçants à s'approvisionner en fonction de la demande. La réduction de leurs marges commerciales (entre 500 et 1 000 F CFA) comparativement à 2012 est à l'avantage des consommateurs.

- En début février les appels d'offres institutionnels lancés se chiffraient à 7 000 tonnes métriques de céréales (maïs et sorgho) pour le gouvernement et 2 700 tonnes de niébé pour le Programme Alimentaire Mondial. Cependant, l'impact de ces appels d'offre n'est pas encore perceptible sur le niveau des prix et des stocks sur les marchés.
- Sur les marchés, les prix des céréales sont stables ou en hausse n'excédant pas 8 pour cent depuis décembre. Comparativement à la même période de l'année passée, on observe une baisse des prix de l'ordre de 6 pour cent pour

Figure 1. Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, février à mars 2013



Source: FEWS NET

Figure 2. Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, avril à juin 2013



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique.

le sorgho et 11 pour cent pour le maïs et une stabilité pour le prix du mil. Par rapport à la moyenne quinquennale, les niveaux de prix sont en hausse de 28 pour cent pour le mil, 21 pour cent pour le sorgho et 9 pour cent pour le maïs.

- En terme de revenus, les ménages très pauvres et pauvres comptent plus sur la pratique du maraîchage et de l'orpaillage. La hausse de l'offre de produits maraîchers (oignon et tomate principalement) sur les marchés a entraîné une chute des prix de 50 à 70 pour cent par rapport aux premières récoltes réalisées en décembre-mi-janvier. Ces prix restent similaires (pour la tomate) ou 2 à 3 fois plus élevés (pour l'oignon) que ceux enregistrés la campagne écoulée à la même période. En année normale comme la présente, la pratique de l'orpaillage rapporte sur certains sites au moins 100 000 à 150 000 F CFA par exploitant entre la fin des récoltes (décembre-janvier) et le début des nouveaux semis (mai-juin) leur permettant de s'acheter des céréales pour traverser la période de soudure.
- Les prix des animaux sont en hausse sur les principaux marchés par rapport à l'année passée (de 10 à 47 pour cent pour les taureaux et 5 à 46 pour cent pour les petits ruminants) et aussi comparés à la moyenne quinquennale (de 15 à 72 pour cent pour les taureaux et 5 à 94 pour cent pour les petits ruminants). Ces niveaux de variations sont dû au bon état physique des animaux d'une part et à l'existence de la demande normale d'autre part (achats pour la reconstitution du cheptel et exportations vers le Niger, le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire). Les termes de l'échange bétail/céréales demeurent en faveur des ménages d'éleveurs.
- Les programmes d'intervention courants des humanitaires sont en cours en termes d'assistance alimentaires et non alimentaire aux réfugiés maliens, de prévention de la malnutrition et de d'actions de résilience au profit des ménages impactés par la crise alimentaire de 2012. Le nombre de réfugiés maliens est certes croissant (47 205 à la date du 20 février, soit une hausse de 22 pour cent par rapport au chiffre de décembre), mais les distributions alimentaires planifiées sont suffisantes pour répondre aux besoins au moins jusqu'en fin mars.

SUPPOSITIONS MISES À JOUR

La situation actuelle n'a pas affecté les hypothèses utilisées dans le développement du scénario FEWS NET le plus probable pour la période janvier à juin 2013. Un examen complet du scénario est disponible [dans les perspectives sur la sécurité alimentaire de janvier à juin 2013](#).

PERSPECTIVE ESTIMÉE JUSQU'EN JUIN 2013

- L'offre locale en production de contre saison va s'accroître entre février et avril. De l'avis des producteurs, les niveaux actuels de prix jugés satisfaisants devrait se maintenir pendant cette période au regard de la demande nationale et extérieure soutenue. Les marchés resteront bien approvisionnés en denrées alimentaires et les transferts des zones de production vers les provinces structurellement déficitaires vont se dérouler normalement.
- En l'absence de nouveaux appels d'offres, les achats de céréales en cours pour la reconstitution du stock national ne sont pas importants pour entraîner un disfonctionnement des marchés et une hausse atypique des prix. Les revenus générés par la pratique de l'orpaillage, la vente du bétail, des produits maraîchers ou des cultures de rente vont contribuer à favoriser l'accès des ménages pauvres au marché. Par ailleurs, on n'attend pas la nécessité des interventions alimentaires d'urgence au-delà d'assistance normale et annuel en cours par les humanitaires. Ces stratégies sans être néfastes sur les moyens d'existence vont permettre aux ménages pauvres de demeurer sans insécurité alimentaire aiguë (IPC Phase 1 : Minime) jusqu'en juin 2013.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE

